

Une autre réforme est possible

Le 9 mai, toutes les organisations syndicales de la Fonction publique se sont retrouvées pour une journée de mobilisation contre le projet de loi de transformation de la Fonction publique.

« Les organisations syndicales CFTD, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires et UNSA de la Fonction publique affirment de nouveau

leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous, porteuse de l'intérêt général », ont rappelé les représentants syndicaux avant de manifester dans les rues de Brest, Quimper, Morlaix ou Carhaix, notamment.

Or, depuis de nombreux mois, en dépit de leurs revendications et propositions, elles constatent que le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire aux intérêts de la population, néfaste pour les missions publiques et pour les agent.es. Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent.es public.que.s, alors même qu'il ne revalorise pas leur rémunération, qu'il supprime des postes, engendrant une forte dégradation des conditions de travail et veut affaiblir leurs droits et garanties.

Le projet de loi de transformation de la Fonction publique intervient après plusieurs mauvais coups portés aux fonctionnaires, comme la suppression du jour de carence ou l'annonce de la suppression de 120 000 postes.

Les organisations syndicales, unanimes, dénoncent la mise en place d'une instance unique en lieu et place des comités techniques et CHSCT. Cette instance risque de diluer et d'amoindrir



La mobilisation s'organise

les actions dans des domaines essentiels de la sécurité, de la santé et de la vie au travail. Elles refusent également la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité ou le recours au recrutement accru à tous les niveaux de contractuel.le.s avec des contrats de mission à durée déterminée pouvant être rompus à tout moment.

« Une autre réforme était possible pour moderniser le statut et favoriser l'attractivité des carrières publiques », ont rappelé, dans une Tribune publiée le 9 mai, Valérie Rabault, Marietta Karamanli et Boris Vallaud. « Cela passait par une révision de la forme et du déroulement des concours afin de mieux ouvrir la Fonction publique sur la société d'aujourd'hui ; par le renforcement de la formation continue pour permettre aux agents de mieux s'adapter aux inévitables mutations professionnelles ; et par le rapprochement de l'organisation des trois versants de la Fonction publique afin d'encourager les mobilités ».

C'est cette vision que défendront les députés socialistes.

Pour les organisations syndicales, la mobilisation contre la réforme de la Fonction publique ne fait que commencer...

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 16/05/2019

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Combattants !

Le Parlement européen ce n'est pas le monde des Bisounours où tout le monde est beau, gentil et bienveillant. Depuis longtemps déjà, Éric Andrieu, président de la commission d'enquête sur les procédures d'homologation des pesticides (dite commission « PEST »), tire la sonnette d'alarme et alerte sur des faits troublants touchant des élus participant à ces travaux.

Les dernières révélations sur le fichage de personnalités, liées de près ou de loin au dossier du glyphosate, montrent que l'élus socialiste avait raison de s'inquiéter. En effet, on voit bien que les lobbies disposent de moyens conséquents pour influencer l'opinion publique.

Ce sont donc bien des combattants de l'Europe, comme les candidats présents sur la liste Envie d'Europe, qu'il faut élire au Parlement européen. Des femmes et des hommes, comme Éric Andrieu ou Claire Nouvian, pour ne citer qu'eux, qui ont démontré leur capacité à tenir tête aux lobbies financiers et industriels.

PS29

L'Europe, c'est du concret

«**Donc vous avez créé une place publique**», a résumé Raphaël Glucksmann après avoir entendu Johann Nédélec et Frédérique Bonnard Le Floc'h lui présenter la genèse des ateliers des Capucins sur la Rive-droite de Brest.



Dans le téléphérique des Capucins

Après son meeting de Nantes, la tête de liste Envie d'Europe écologique et sociale, a consacré sa journée du 3 mai à la Bretagne, d'abord à Lanester et Lorient, puis, toute l'après-midi, à Brest. C'est aux ateliers des Capucins qu'il a pu constater que les fonds de l'Union européenne permettent d'accompagner les collectivités lorsqu'elles engagent des projets ambitieux.

Les ateliers des Capucins étaient un haut lieu de la culture ouvrière brestoïse et des milliers d'ouvriers de l'Arsenal y ont travaillé. Que faire de ces bâtiments alors que la Marine n'en avait plus l'utilité? Certains, à droite, ont conseillé de les

raser. L'équipe municipale brestoïse a défendu un projet plus ambitieux : conserver les murs des ateliers, en faire un lieu de rencontres et de mémoires et de cultures et bâtir sur cette partie de la Rive-droite un nouveau quartier. Ce projet a été soutenu par les fonds européens. Notamment pour le téléphérique, premier en son genre dans une ville française, qui permet de traverser la Penfeld.

« Les fonds européens, sociaux et structurels, doivent être confortés. »

Si l'Europe participe à des investissements dans des équipements structurants qui contribuent à redessiner la ville, elle intervient également dans les politiques de formation et d'insertion, via le Fond Social Européen (FSE). À Brest, Raphaël Glucksmann a pu rencontrer des femmes inscrites dans un programme destiné à leur faire connaître les métiers de la métallurgie. **« Dans ce secteur d'activité, très masculin, les entreprises ne trouvent pas toujours de candidats formés. D'où l'idée de féminiser ce secteur car les compétences n'ont pas de genre »**, a expliqué Isabelle Montanari, vice-présidente de Brest métropole chargée de l'Emploi-Insertion.

La question des frontières est au cœur de la campagne européenne. Et qui mieux, que des douaniers peuvent

évoquer cette dimension? D'autant que les représentants syndicaux de cette profession sont actuellement mobilisés. **« Nous dépendons du ministère des Finances et nous avons une mission de perception des taxes, de surveillance et de protection du territoire et, de plus en plus, de conseil auprès des entreprises »**, ont expliqué les membres de la délégation (CGT, UNSA et Solidaires). Mais, lorsqu'ils veulent alerter les pouvoirs publics sur leurs conditions de travail en opérant des contrôles aux frontières, dans les règles, le gouvernement prend des sanctions.



Échanges avec la délégation de douaniers

Pour Raphaël Glucksmann, il est d'autant plus important de défendre et de conforter les Douanes que cette administration va, dans la perspective d'un commerce international juste, jouer un rôle essentiel dans les années à venir. Pour peu que l'État leur donne les moyens d'accomplir leurs missions.

L'UE : un espace unique de partage



« Il ne faut jamais personnaliser une élection. Mais, séduit depuis le début par son apport littéraire et humaniste à une chose politique qui en manque fréquemment et de manière cruelle, je veux exprimer un sentiment : Raphaël Glucksmann, s'est montré humble, curieux des aspirations du jeune militant politique et associatif que je suis, en somme très accessible. Cela en dit beaucoup de la manière dont lui-même et l'ensemble des combattants de notre liste exerceront leurs mandats d'eurodéputés », a commenté Josselin Chesnel, secrétaire fédéral à l'Europe, à l'issue de l'escala brestoïse de Raphaël Glucksmann.

Leurs échanges ont porté sur le rôle de dispositifs, comme Erasmus dans le développement d'une citoyenneté européenne.

Mais comment expliquer à la jeunesse que l'Union européenne est un espace de paix mais que, de plus en plus, elle construit des murs plutôt que des ponts? Comment défendre son inaction en mer Méditerranée et ne pas se déchirer de chagrin quand on sait

la fosse commune de honte qu'elle y a laissé prospérer?

Cependant, comment ne pas comprendre que les solutions aux défis du XXI^e siècle ne peuvent être qu'Européennes?

« Je suis convaincu que la jeunesse européenne, au-delà des soucis individuels que caractérisent ses périodes d'adolescence et de post-adolescence, est plus concernée que quiconque par l'espace commun qui demeure à construire. Souvent, elle a grandi avec la monnaie unique et n'a connu ni les frontières ni les guerres. Tout le temps, elle a envie d'être mobile et ne demande même que ça.

Parce que je fais partie de ceux qui ont eu l'opportunité de faire l'expérience d'une mobilité Erasmus+, je sais que, contre mon gré, je fais partie d'une élite européenne pour laquelle il est donc facile de promouvoir partout la citoyenneté européenne. Mais c'est d'avoir vu, en Slovaquie, la passion européenne de tout un peuple longtemps déchiré par les velléités d'abord austro-hongroises puis napoléoniennes mais aussi et surtout, par la suite, yougoslaves et soviétiques, qui m'a ouvert les yeux : l'Union européenne est un espace unique de partage ».

Ce que j'attends de l'Europe...

Le 26 mai, comme tous leurs concitoyens européens, les Bretonnes et les Bretons seront appelés aux urnes pour élire leurs députés européens pour un nouveau mandat de 5 ans.

Face aux enjeux économiques, climatiques, de biodiversité, face au péril nationaliste et face aux puissances mondiales telle que la Chine, la Russie ou les USA de Donald Trump, qui rêvent de régler la marche du monde sans la vieille Europe démocratique, il est vital de redonner du souffle à l'esprit européen et à la construction européenne. Il faut redonner du cœur et du corps à l'Europe et ces élections peuvent y participer à condition que le débat et les idées soient de qualité.

Ce vote est majeur car il déterminera la future majorité politique du Parlement mais aussi influera sur le choix du futur président de la Commission européenne, en choisissant une liste qui s'inscrira dans une majorité européenne. Et pour donner de la force à ce Parlement il faut que le peuple européen s'exprime et vote massivement pour les listes pro-européennes !

Pour ma part, je resterai fidèle au Parti Socialiste Européen, à son projet et à son candidat à la présidence de la Commission européenne, Frans Timmermans, représenté en France

par la liste Envie d'Europe. Pour l'avenir de l'Europe, je souhaite que la dynamique progressiste soit forte et puisse bousculer les alliances traditionnelles au Parlement européen.

Vu des citoyens, l'utilité de l'Union européenne pour la vie quotidienne n'apparaît plus, elle ne fait plus rêver et est même de plus en plus présentée comme un problème. Le vote pour le Brexit en est l'illustration.

Pourtant, en Bretagne comme ailleurs, l'Europe est présente quotidiennement, partenaire indispensable sur toute la région. Sans les fonds européens, nous n'aurions pas pu investir massivement dans la modernisation de nos usines agroalimentaires, nous n'aurions pas pu boucler le financement pour installer la

fibre optique dans les villes moyennes et les territoires ruraux. L'Union européenne est présente dans nos lycées, nos universités, nos laboratoires, elle accompagne notre politique d'innovation et de formation. L'Union est aussi le premier financeur des politiques de la pêche et de l'agriculture, filières majeures et emblématiques de la Bretagne.

Ainsi, comme président de Région, au-delà des débats nationaux actuels, parfois éloignés des sujets européens, j'attends des engagements de la part de toutes celles et ceux qui sont candidats, de toutes celles et ceux qui seront députés européens.

Les candidats bretons à cette élection, dont certains appartiennent à mon exécutif régional, le savent. J'attends d'eux des engagements forts pour le projet européen mais aussi pour les grands sujets bretons, pour faire avancer le progrès social, pour accélérer les transitions écologiques et pour, enfin, faire émerger une Europe des Régions, indispensable devant la diversité des territoires, identités et cultures en Europe et notamment des régions périphériques dont la Bretagne fait partie. Tous, ils me trouveront à leurs côtés, inlassablement, pour mener tous ces combats. Nos convictions communes sont la force de notre majorité composite.



Redonner du souffle à l'esprit européen

Protéger la biodiversité

Environ 12 000 espèces exotiques ont été introduites par l'Homme en Europe, volontairement ou accidentellement. Un millier sont considérées comme envahissantes, dont 390 en France. Ces espèces ont des impacts négatifs avérés sur l'environnement et la biodiversité.

Le Sénat a adopté, le 7 mai, la proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre les espèces toxiques envahissantes.

Ce texte vise à permettre au maire qui a constaté l'implantation d'au moins un spécimen sur son territoire d'aviser le propriétaire concerné. S'il n'a pas obtenu le permis dans les délais, le maire

pourra, par une décision motivée, « faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des opérations ».

« Le frelon asiatique est responsable de dégâts considérables. Il s'attaque



Les abeilles sont essentielles à la biodiversité

aux abeilles et aux ruches, causant l'anéantissement de nombreuses colonies. Cette surmortalité est source de fortes inquiétudes, les abeilles étant, en tant qu'insectes pollinisateurs, un maillon essentiel de la biodiversité », a insisté Jean-Luc Fichet chef de file des sénateurs socialistes pour ce texte.

« Après avoir salué nos travaux au sein de la Commission des Lois visant à conférer aux maires un pouvoir d'alerte renforcé auprès du préfet, j'ai rappelé la nécessité de ne pas imputer aux particuliers les frais relatifs aux interventions sur les nids de frelons, afin d'empêcher qu'ils ne décident, pour éviter ces coûts, de procéder eux-mêmes à leur destruction au travers de manœuvres hasardeuses voire dangereuses. »

Agenda

26 mai
Élections européennes.



14 septembre
Fête de la gauche
à Quimperlé.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1270 - Vendredi 17 mai 2019
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

Les territoires ont envie d'Europe !

Tribune signée par plus de 50 élu.es (grandes villes, départements ou régions)
dont François Cuillandre et Nathalie Sarrabezolles

**L'Europe est partout dans nos vies et
l'élection du 26 mai va être décisive.
L'Europe est notre Histoire.**

Elle est le continent d'une paix durable, après des siècles de luttes fratricides. Elle est aussi notre destin car elle seule peut proposer un modèle d'avenir, solidaire, répondant aux urgences et aux enjeux écologiques, démocratiques, économiques, sociaux qui nous font face.

Plus qu'un simple continent, l'Europe est un espace partagé, une union de pays convaincus que les libertés de penser, de dire, de faire, de bouger, de construire sont fondamentales. Que la démocratie n'est pas une option mais une condition de notre vivre ensemble. Que la culture, le savoir, l'apprentissage doivent être accessibles à toutes et à tous.

L'avenir de l'Europe s'invente dans les territoires, urbains et ruraux, et dans les Outre-mer.

L'Europe est le continent des territoires qui rivalisent d'ingéniosité pour attirer les talents, développer la culture et leur attractivité. L'Europe est aujourd'hui un immense espace où idées, femmes, hommes vont de pays en pays, qui inventent chaque jour la sociale-écologie, la seule voie d'avenir pour notre planète et ses habitants.

C'est dans nos territoires que se construit la solidarité européenne. Celle des projets financés par l'Europe au service des populations. Celle de l'accueil des réfugiés lorsque les États fuient leurs responsabilités face aux drames humains en Méditerranée.

Pourtant cette Europe-là est en danger. Avec la montée des populismes et des attaques aux libertés. Avec l'insuffisance des outils politiques de l'Union pour lutter contre le moins-disant fiscal et social. Avec la perte de confiance des citoyens en l'Europe et ses institutions, en son projet fondateur et celles et ceux qui le portent aujourd'hui.

Face à ces périls, nous devons nous unir.

Nous voterons pour la liste conduite par Raphaël Glucksmann composée de combattants du quotidien qui ont toutes et tous consacré leur vie à la transformation du modèle social et économique, à la défense des libertés et à la protection de l'environnement. Une liste qui remplace la démocratie, l'humanisme, la solidarité, l'égalité, l'éducation et la culture au cœur du projet européen. Une liste qui



propose une démarche de rassemblement inédite et des propositions ambitieuses pour l'Europe :

- En attribuant en priorité les fonds européens en fonction d'objectifs de justice sociale, de transition écologique et de respect des droits humains.

- En instaurant un véritable droit d'asile européen pour en finir avec le règlement Dublin II et renforcer la solidarité entre les pays dans l'accueil des migrants.

- En créant un agenda rural européen, afin de mettre en place une stratégie concertée et globale pour ces territoires en matière de développement économique, social et environnemental.

- En s'adressant aux jeunes Européens pour améliorer leur quotidien et préparer leur avenir : « garantie » jeunes généralisée, « Erasmus pour tous », contrat d'apprentissage européen, service civique européen, lutte contre la pauvreté infantile.

Donnons du sens à ce scrutin européen. Mettons en lumière ses enjeux pour nos territoires et le quotidien de celles et ceux qui y vivent, qui y travaillent, qui y grandissent, qui s'y déplacent.

N'ayons pas peur de débattre. L'indispensable développement d'une citoyenneté européenne passe par le débat d'idée.

Au moment où l'Europe doute d'elle-même, donnons-lui la force de se réinventer. Donnons-lui de grandes ambitions pour ses peuples. Proposons un salaire minimum européen, l'harmonisation par le haut des droits sociaux, l'égalité des droits, la social-écologie.

L'Europe est partout dans nos vies. Il nous appartient d'en donner l'envie à tous les Européens.